



Options for forest verification

Résumé de l'Etude de Cas 7 Philippines

Le présent résumé est basé sur l'étude de cas N° 7 de VERIFOR : 'Multisectoral Forest protection Committee in the Philippines' par Rex Cruz et Juan Pulhin. Les études de cas de VERIFOR explorent les principes de la pratique de vérification dans le secteur forestier. Les rapports complets sont disponibles sur <http://www.verifor.org>

Background

Plusieurs tentatives en faveur de l'utilisation des initiatives de protection forestière multisectorielles ont été faites aux Philippines, dont les plus connues sont les Comités de Protection Forestière Multiacteurs (MFPC). L'initiative MFPC a été mise sur pied en 1992 avec l'appui du programme Crédit pour l'Ajustement des Secteurs de l'Environnement et des Ressources Naturelles de la Banque Mondiale (ENR-SECAL). Plus de 300 MFPC ont été établis, un manuel de procédures a été rédigé et une fédération Nationale des MFPC a été créée.

Le Contexte

Au début du 20ème siècle, 50 % des 30 millions d'hectares terrestres étaient recouvert de forêts. Ces dernières années, une déforestation rapide a été causée par l'exploitation dans les concessions, l'exploitation illégale, la conversion de l'affectation des terres, et l'agriculture sur brûlis ou le 'kaingin'. Le couvert forestier actuel dans le domaine public des terres forestières de l'Etat est estimé à environ 7,123 millions d'hectares, dont 0,8 millions sont des vieux peuplements. Le reste du couvert forestier est sous la pression à cause des besoins de survit des communautés locales et la demande de l'industrie nationale de transformation de bois. Seulement cinq opérateurs titulaires de licences d'exploitations forestières sont encore actifs, et leurs licences devraient expirer en 2011. Il y a eu une demande accrue pour les Accords de Gestion Communautaire des Forêts (CBFM), Accords de Gestion Forestière Industrielle (y compris les socialisés), Accord de Gestion Communautaire des Aires Protégées.

Efficacité des MFPC

Les MFPC ont connu un succès mitigé pendant qu'ils étaient financés par la Banque Mondiale. A l'épuisement des fonds de la Banque, la majorité des MFPC ont cessés de fonctionner, remettant ainsi en question la durabilité de ce modèle. Il semblerait que les MFPC étaient efficaces dans leur lutte contre les activités d'exploitation forestière à grande échelle, perpétrées par des individus puissants (financièrement et politiquement). Toutefois, cette efficacité reste difficile à évaluer à cause de la diminution, à la même période, du nombre des Accord sur les Licences pour le Bois Commerciale, grâce à d'autres facteurs.

L'impact sur les exploitants forestiers illégal à petite échelle été plus grand, bien que ceci a des conséquences négatives sur les communautés pauvres qui dépendent de ces forêts. Par exemple, selon des sources sûres, les actions du MFPC ont conduites à l'annulation des Permis d'Utilisation des Ressources pour les participants au CBFM. Ce qui aurait eu des conséquences socio-économiques négatives sur ces participants et partant, aurait entraîné une dégradation forestière plus poussée.

Autres mécanismes et organes de contrôle/vérification aux Philippines

Le Département de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DENR en anglais), plus précisément le bureau de l'Environnement Communautaire et des Ressources Naturelles, comprend aussi le poste de Gestionnaire du Bois. Les équipes de contrôle nommées au sein des bureaux régionaux suivent à la trace les cargaisons de bois et le DENR s'occupe de la délivrance des accords et des permis, ainsi que des activités concernant le contrôle et l'application des lois. Les autres organes de contrôle sont les Unités du gouvernement local, la police, les forces armées, les services de douane (pour l'importation et l'exportation), et les gardes côtiers. En outre, les ONG, les médias et les informateurs des particuliers jouent un rôle important. Ces derniers peuvent être récompensés pour avoir dénoncés des activités illégales.

Le VERIFOR est un partenariat de recherche entre ODI, CATIE, CIFOR et REFOFTC. Il est subventionné par l'Union européenne et les gouvernements des Pays-Bas et l'Allemagne. Son rôle est non seulement de s'assurer que le bois et les ressources forestières sont exploités dans la légalité, mais aussi d'aider les pays producteurs à mettre sur pied des systèmes de vérification doté d'une haute crédibilité à l'échelle nationale et internationale.

Etat actuel et initiatives

Le DENR veut réactiver et renforcer les MFPC, sous une nouvelle forme basée sur les situations locales, moins fermes que celles du système précédent et qui sont en partenariat avec les LGU. Le DENR reconnaît qu'une assistance appropriée, des mesures incitatives et un mécanisme de financement à long terme sont nécessaires pour le bon fonctionnement de ces groupes. Son intention est d'intégrer des activités de développement et d'amélioration du niveau de vie durable dans leur fonction actuelle. L'on espère que cela pourrait aider à :

- Impliquer activement les LGU dans l'application des lois forestières et la gestion des ressources naturelles.
- Améliorer la collaboration et l'institutionnalisation des relations entre le DENR, les services de douane et les gardes côtiers.
- Mettre en œuvre un système de récompense pour les informateurs.
- Assurer un partenariat entre le DENT et les groupes de lois environnementales pour fournir une assistance légale
- Améliorer la transparence à travers une base de données pour les informations
- Elargir l'utilisation des CBFM, y compris le renforcement de la sécurité foncière sur les ressources utilisées.

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none">• Participation nationale large et nombres significatifs• Légitimité publique élevée• Participation des acteurs clefs tels que la judiciaire et la police	<ul style="list-style-type: none">• Système très coûteux• Dépend de la bonne volonté de l'Etat• Nécessite la bonne gouvernance préexistante de l'Etat• Risque de 'capture' par certains groupes d'intérêt